

B-Bruxelles: Contrat-cadre multiple de services dans le domaine de la radiologie pulmonaire**2009/S 215-309249****AVIS DE MARCHÉ****Services****SECTION I: POUVOIR ADJUDICATEUR****I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT:**

Commission européenne, direction générale du personnel et de l'administration, direction D «Ressources», ADMIN.D.1 «Budget et support contractuel», SC-11 6/32, B-1049 Bruxelles. Tél. +32 22955521. Fax +32 22991924.

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues: Point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus: Point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées: Point(s) de contact susmentionné(s).

I.2) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITÉ(S) PRINCIPALE(S):

Institution/agence européenne ou organisation européenne.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: non.

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ**II.1) DESCRIPTION****II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur:**

Contrat-cadre multiple de services dans le domaine de la radiologie pulmonaire.

II.1.2) Type de marché et lieu d'exécution des travaux, de livraison de fournitures ou de prestation de services:

Services.

Catégorie de service: n° 25.

Lieu principal de prestation: service médical de la Commission européenne à Bruxelles, BELGIQUE.

Code NUTS: BE1.

II.1.3) L'avis implique:

L'établissement d'un accord-cadre.

II.1.4) Informations sur l'accord-cadre:

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs.

Nombre de participants à l'accord-cadre envisagé: 3.

Durée de l'accord-cadre: Durée en mois: 48.

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat/des achats:

Contrat-cadre multiple de services dans le domaine de la radiologie pulmonaire.

Les prestations se déroulent au service médical de la Commission européenne à Bruxelles et concernent:

— l'établissement sur place, dans un délai maximal de 2 jours ouvrables à compter du jour de la radiographie pulmonaire, des protocoles écrits des résultats des Rx fournis par le service médical,

— la participation à quelques réunions annuelles de 2 h au maximum avec le service médical.
Pour ce marché, un contrat-cadre multiple avec attribution en cascade sera conclu avec au maximum 3 opérateurs pour une durée totale maximale de 4 ans. Par contrat-cadre multiple, on entend la situation dans laquelle un contrat-cadre est conclu séparément, mais en termes identiques, entre la Commission et plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services, en vue d'assurer l'exécution d'un marché de manière successive par l'un ou l'autre des contractants en cas d'indisponibilité du premier contractant obligé, et ce suivant la liste décroissante des soumissionnaires déterminée conformément aux critères d'attribution (section IV.2). En cas de commande, le service gestionnaire de la Commission s'adressera au 1^{er} contractant. Si celui-ci ne peut répondre favorablement, le service gestionnaire, sans que cela implique la résiliation de la relation contractuelle en cours, s'adressera au 2^e contractant puis, le cas échéant, au 3^e. Les modalités pratiques de passation des commandes seront décrites dans le cahier des charges.
Pendant une période de 3 ans suivant la conclusion du marché, les pouvoirs adjudicateurs pourront recourir à une procédure négociée, sans publication préalable d'un avis de marché pour des marchés additionnels consistant dans la répétition de services similaires confiés au titulaire du présent marché par le même pouvoir adjudicateur.

II.1.6) Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics):

85121200.

II.1.7) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP):

Oui.

II.1.8) Division en lots:

Non.

II.1.9) Des variantes seront prises en considération:

Non.

II.2) QUANTITÉ OU ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.2.1) Quantité ou étendue globale:

À titre indicatif et sans engagement de la Commission, le nombre approximatif annuel de protocoles de radiologie pulmonaire est de 8 000 et le nombre estimé de réunions annuelles avec le service médical à Bruxelles est de 5.

II.2.2) Options:

Non.

II.3) DURÉE DU MARCHÉ OU DÉLAI D'EXÉCUTION:

Durée en mois: 48 (à compter de la date d'attribution du contrat).

SECTION III: RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

III.1.1) Cautionnement et garanties exigés:

III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent:

Paiement dans un délai de 30 jours suivant la date d'approbation par la Commission des demandes de paiement.

III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché:

En cas de groupement, tous les membres du groupement doivent avoir une responsabilité conjointe et solidaire dans l'exécution du marché.

III.1.4) L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières:

Non.

III.2) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession:

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: les demandes de participation se font par lettre envoyée avant l'expiration de la date ou du délai visé au point IV.3.4) du présent avis. Les demandes de participation faites par télécopieur doivent être confirmées par lettre envoyée avant l'expiration de la même date ou du même délai.

Les demandes de participation doivent être transmises selon les modalités suivantes, au choix:

— soit par la poste, par envoi recommandé, le cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante: Commission européenne, direction générale du personnel et de l'administration, unité ADMIN.D.1, bureau SC-11 6/32, 1049 Bruxelles, BELGIQUE,

— soit par dépôt (directement ou par tout mandataire du candidat, ou par messagerie), à l'adresse suivante: Commission européenne, direction générale du personnel et de l'administration, unité ADMIN.D.1, bureau SC-11 6/32, avenue du Bourget 1, 1140 Bruxelles (Evere), BELGIQUE. Ce service est ouvert de 8:00 à 17:00 du lundi au jeudi et de 8:00 à 16:00 le vendredi; fermé le samedi, le dimanche et les jours fériés de la Commission.

Dans le cas d'un dépôt par messagerie, la date d'envoi sur le bordereau de la messagerie fait foi. Dans le cas d'un dépôt, directement ou par tout mandataire du candidat, le dépôt de la candidature est établi au moyen d'un reçu daté, signé par le fonctionnaire du service central de réception du courrier de la Commission à qui les documents ont été remis. Le candidat peut faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par la production de l'engagement de ces entités de les mettre à sa disposition.

Le candidat:

— mentionnera dans sa lettre de demande de participation la référence «ADMIN/D1/PR/2009/113»,

— joindra obligatoirement les documents et renseignements requis aux points III.2.1) et III.2.3) du présent avis,

— présentera une fiche d'identification précisant la dénomination, le statut juridique, la nationalité, l'adresse, le téléphone, le télécopieur, la personne de contact et son adresse e-mail, le numéro de TVA (le cas échéant), le numéro d'enregistrement légal (le cas échéant) et les références bancaires précises.

Situation juridique — Références requises: indication de l'État dans lequel le candidat a son siège ou est domicilié, en présentant les preuves requises en la matière selon la législation du pays d'établissement. Le candidat (documents individuels pour chaque membre du groupement si c'est le cas) joindra à sa demande de participation une attestation sur l'honneur, dûment datée et signée, mentionnant qu'il ne se trouve dans aucune des situations d'exclusion de la participation à un marché décrites ci-après.

Sont exclus de la participation à un marché les candidats:

a) qui sont en état ou qui font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;

b) qui ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;

c) qui, en matière professionnelle, ont commis une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier;

- d) qui n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts, selon les dispositions légales du pays où ils sont établis, ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter;
- e) qui ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, pour corruption, pour participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés;
- f) qui, suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention financés par le budget communautaire, ont été déclarés en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles.

Les intéressés sont par ailleurs informés, que sont exclus de l'attribution d'un marché les candidats ou les soumissionnaires qui, à l'occasion de la procédure de passation de ce marché:

- se trouvent en situation de conflit d'intérêts,
- se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements.

Les candidats qui seront invités à soumissionner devront joindre à leur offre une attestation sur l'honneur, dûment datée et signée, mentionnant qu'ils ne se trouvent pas dans une des situations d'exclusion de l'attribution d'un marché.

Le soumissionnaire auquel le marché sera attribué devra fournir, dans le délai défini par le pouvoir adjudicateur et avant la signature du contrat, les preuves ci-après confirmant son attestation sur l'honneur relative aux situations d'exclusion de la participation à un marché:

- un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, d'un document récent équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays où le soumissionnaire est établi, dont il résulte que le soumissionnaire ne se trouve pas dans les situations d'exclusion de la participation à un marché décrites sous a), b) et e),

- un certificat récent délivré par l'autorité compétente du pays où le soumissionnaire est établi, dont il résulte que le soumissionnaire a rempli ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et ses obligations relatives au paiement de ses impôts, selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Lorsqu'un tel document ou certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle faite par le soumissionnaire devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays du soumissionnaire.

Les offres introduites par un consortium, par un groupement ou par une association de compagnies doivent spécifier:

- a) un document indiquant la composition et la constitution de l'entité ou la forme légale de cette coopération, au cas où le contrat leur serait attribué;
- b) une lettre signée par chaque membre du groupement indiquant son engagement à exécuter les travaux et précisant son rôle, ses qualifications et son expérience. Les soumissionnaires qui ne fournissent pas ce document seront exclus d'office.

III.2.2) Capacité économique et financière:

III.2.3) Capacité technique:

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

- le candidat doit fournir une copie certifiée conforme de son diplôme de docteur en médecine et de son diplôme de spécialisation dans le domaine de l'appel d'offres,
- le candidat doit fournir la preuve de son inscription à l'Ordre des médecins (ou équivalent, selon la législation nationale en vigueur) du pays dans lequel il exerce ses activités,

— le candidat doit fournir la preuve d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la radiologie pulmonaire,

— le candidat doit attester de sa maîtrise du français et de l'anglais par une déclaration sur l'honneur.

À noter que toute fausse déclaration constatée après l'attribution du marché conduirait à son annulation.

III.2.4) Marchés réservés:

Non.

III.3) CONDITIONS PROPRES AUX MARCHÉS DE SERVICES

III.3.1) La prestation est réservée à une profession particulière :

Oui.

In scription à l'Ordre des médecins ou équivalent, selon la législation nationale en vigueur, dans le pays dans lequel le candidat exerce ses activités.

III.3.2) Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation:

Oui.

SECTION IV: PROCÉDURE

IV.1) TYPE DE PROCÉDURE

IV.1.1) Type de procédure:

Restreinte.

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer:-

IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue:

IV.2) CRITÈRES D'ATTRIBUTION

IV.2.1) Critères d'attribution:

Prix le plus bas.

IV.2.2) Une enchère électronique sera effectuée:

Non.

IV.3) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur:

ADMIN/D.1/PR/2009/113.

IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché:

Non.

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif:

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation:

10.12.2009 - 16:00.

IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés:

IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation:

Espagnol. Danois. Allemand. Grec. Anglais. Français. Italien. Néerlandais. Portugais. Finnois. Suédois. Tchèque. Estonien. Hongrois. Lituanien. Letton. Maltais. Polonais. Slovaque. Slovène. Irlandais. Bulgare. Roumain.

IV.3.7) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre:

IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres:

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) IL S'AGIT D'UN MARCHÉ PÉRIODIQUE:

Non.

**VI.2) LE MARCHÉ S'INSCRIT DANS UN PROJET/PROGRAMME FINANÇÉ PAR DES FOND
COMMUNAUTAIRES:**

Non.

VI.3) AUTRES INFORMATIONS:

1) L'attention des intéressés est attirée sur l'objectif de cet avis, à savoir la sélection des candidats qui recevront le cahier des charges et qui seront invités à présenter une offre.

2) Attention: les intéressés sont priés de présenter leur demande de participation en respectant strictement les conditions indiquées au point III.2) du présent avis, c'est-à-dire:

— envoyer leur candidature par lettre impérativement avant l'expiration de la date ou du délai visé au point IV.3.4),

— joindre tous les documents et renseignements requis aux points III.2.1) à III.2.3).

Les candidatures incomplètes pourront être écartées d'office. Les candidatures envoyées après l'expiration de la date ou du délai visé au point IV.3.4) seront écartées d'office.

3) Les intéressés sont priés de bien vouloir s'abstenir de demander des informations complémentaires à ce stade.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours:

Tribunal de première instance des Communautés européennes, boulevard Konrad Adenauer, L-2925 Luxembourg. E-mail: ECJ.registry@curia.europa.eu. Tél. +352 4303-1. URL: <http://curia.europa.eu>. Fax +352 4303-2100.

Organe chargé des procédures de médiation:

Médiateur européen, 1 avenue du Président Robert Schuman, BP 403, F-67001 Strasbourg. E-mail: eo@ombudsman.europa.eu. Tél. +33 388172313. URL: <http://www.ombudsman.europa.eu>. Fax +33 388179062.

VI.4.2) Introduction des recours:

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours: dans un délai de 2 mois à compter de la notification au plaignant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance. Une plainte adressée au Médiateur européen n'a pas pour effet de suspendre cette période ou d'ouvrir une nouvelle période pour introduire des recours.

VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS:

27.10.2009.

B-Brussel: Meervoudige raamovereenkomst voor dienstverlening op het gebied van pulmonale radiologie

2009/S 215-309249

AANKONDIGING VAN EEN OPDRACHT

Diensten

AFDELING I: AANBESTEDENDE DIENST

I.1) NAAM, ADRESSEN EN CONTACTPUNT(EN):

Europese Commissie, directoraat-generaal Personeelszaken en algemeen beheer, directoraat D Middelen, ADMIN.D.1 Begroting en contractuele ondersteuning, SC-11 6/32, B-1049 Brussel. Tel. +32 22955521. Fax +32 22991924.

Nadere inlichtingen zijn te verkrijgen op het volgende adres: Zelfde adres als voor het/de hierboven vermelde contactpunt(en).

Bestek en aanvullende documenten (zoals documenten voor een concurrentiegerichte dialoog en een dynamisch aankoopstelsel) zijn verkrijgbaar op: Zelfde adres als voor het/de hierboven vermelde contactpunt(en).

Inschrijvingen of aanvragen tot deelneming moeten worden gericht aan: Zelfde adres als voor het/de hierboven vermelde contactpunt(en).

I.2) TYPE AANBESTEDENDE DIENST EN HOOFDACTIVITEIT OF -ACTIVITEITEN:

Europese instelling/Europees agentschap of internationale organisatie.

De aanbestedende dienst koopt aan namens andere aanbestedende diensten: neen.

AFDELING II: VOORWERP VAN DE OPDRACHT

II.1) BESCHRIJVING

II.1.1) Door de aanbestedende dienst aan de opdracht gegeven benaming:

Meervoudige raamovereenkomst voor dienstverlening op het gebied van pulmonale radiologie.

II.1.2) Type opdracht en plaats van uitvoering van de werken, levering van de goederen of verlening van de diensten:

Diensten.

Categorie diensten: nr. 25.

Belangrijkste plaats van dienstverlening: medische dienst van de Europese Commissie in Brussel, BELGIË.

NUTS-code: BE1.

II.1.3) De aankondiging betreft:

De opstelling van een raamovereenkomst.

II.1.4) Inlichtingen over een raamovereenkomst:

Raamovereenkomst met verschillende ondernemingen.

Aantal deelnemers aan de beoogde raamovereenkomst: 3.

Looptijd van de raamovereenkomst: Periode in maanden: 48.

II.1.5) Korte beschrijving van de opdracht of de aankoop/aankopen:

Meervoudige raamovereenkomst voor dienstverlening op het gebied van pulmonale radiologie.

De prestaties worden uitgevoerd op de medische dienst van de Europese Commissie in Brussel en hebben betrekking op:

— de opstelling ter plaatse, binnen 2 werkdagen gerekend vanaf de dag van de pulmonale radiografie, van schriftelijke protocollen over de resultaten van de röntgenfoto's die door de medische dienst zijn verstrekt,
— de deelname aan een aantal jaarlijkse vergaderingen van maximaal 2 uur met de medische dienst.
Voor deze opdracht zal met maximaal 3 technici een meervoudige raamovereenkomst met gunning volgens het cascadesysteem worden gesloten voor een totale looptijd van maximaal 4 jaar. Bij een meervoudige raamovereenkomst wordt een afzonderlijke raamovereenkomst, maar met identieke bepalingen, gesloten tussen de Commissie en diverse aannemers, leveranciers of dienstverleners, opdat de opdracht kan worden uitgevoerd door de eerstvolgende contractant indien de eerste contractant niet beschikbaar is. Dit gebeurt in dalende volgorde aan de hand van de lijst van inschrijvers die voldoen aan de gunningscriteria (zie IV.2). Indien een bestelling moet worden geplaatst, zal de desbetreffende dienst van de Commissie de eerste contractant benaderen. Indien de eerste contractant niet in staat is de bestelling aan te nemen, zal de dienst de tweede en eventueel de derde contractant benaderen; de contractuele relatie met de eerste contractant blijft echter onverminderd van kracht. De praktische afspraken voor het plaatsen van bestellingen zullen in het bestek worden beschreven.

Gedurende een periode van 3 jaar na de inwerkingtreding van de opdracht kunnen de aanbestedende diensten gebruikmaken van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande publicatie van een aankondiging voor bijkomende opdrachten, bestaande uit een herhaling van soortgelijke diensten die door dezelfde aanbestedende dienst worden toevertrouwd aan de contractant van onderhavige opdracht.

II.1.6) **CPV-classificatie (Gemeenschappelijke woordenlijst overheidsopdrachten):**
85121200.

II.1.7) **Opdracht valt onder de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten (GPA):**
Ja.

II.1.8) **Verdeling in percelen:**
Neen.

II.1.9) **Varianten worden geaccepteerd:**
Neen.

II.2) **HOEVEELHEDEN OF OMVANG VAN DE OPDRACHT**

II.2.1) **Totale hoeveelheid of omvang:**

Ter informatie en zonder verplichting voor de Commissie bedraagt het jaarlijkse geraamde aantal protocollen inzake pulmonale radiologie 8000 en het geraamde aantal jaarlijkse vergaderingen met de medische dienst in Brussel 5.

II.2.2) **Opties:**
Neen.

II.3) **LOOPTIJD OF UITVOERINGSTERMIJN VAN DE OPDRACHT:**
Periode in maanden: 48 (vanaf de gunning van de opdracht).

AFDELING III: JURIDISCHE, ECONOMISCHE, FINANCIËLE EN TECHNISCHE INLICHTINGEN

III.1) **VOORWAARDEN MET BETREKKING TOT DE OPDRACHT**

III.1.1) **Verlangde borgsommen en waarborgen:**

III.1.2) **Belangrijkste financierings- en betalingsvoorwaarden en/of verwijzing naar de voorschriften dienaangaande:**

Betaling binnen een termijn van 30 dagen na de datum van goedkeuring door de de Commissie van de betalingsverzoeken.

III.1.3) **De vereiste rechtsvorm van de combinatie van ondernemers waaraan de opdracht wordt gegund:**

In het geval van een combinatie moeten alle leden van de combinatie een gezamenlijke en hoofdelijke verantwoordelijkheid hebben bij de uitvoering van de opdracht.

III.1.4) **Ander bijzondere voorwaarden voor de uitvoering van de opdracht:**

Nee.

III.2) **VOORWAARDEN VOOR DEELNEMING**

III.2.1) **Persoonlijke situatie van ondernemers, waaronder de vereisten in verband met de inschrijving in het beroeps- of handelsregister:**

Inlichtingen en formaliteiten om na te gaan of aan de vereisten is voldaan: de deelnemingsaanvragen moeten per brief worden verzonden vóór de uiterste datum of het verstrijken van de termijn vermeld in IV.3.4 van onderhavige aankondiging. Deelnemingsaanvragen die per fax worden verstuurd, moeten worden bevestigd per brief, verstuurd vóór het verstrijken van die uiterste datum of termijn.

De deelnemingsaanvragen moeten naar keuze op een van de volgende manieren worden ingediend:

— ofwel per aangetekend schrijven (de poststempel geldt als bewijs) naar volgend adres: Europese Commissie, directoraat-generaal Personeelszaken en algemeen beheer, eenheid ADMIN.D.1, kantoor SC-11 6/32, 1049 Brussel, BELGIË

— ofwel via afgifte (rechtstreeks of door een vertegenwoordiger van de gegadigde, of per koeriersdienst), op volgend adres: Europese Commissie, directoraat-generaal Personeelszaken en algemeen beheer, eenheid ADMIN.D.1, kantoor SC-11 6/32, avenue du Bourget 1, 1140 Brussel (Evere), BELGIË. Deze dienst is van maandag tot en met donderdag open van 8:00 tot 17:00 en op vrijdag van 8:00 tot 16:00; gesloten op zaterdag, zondag en de officiële feestdagen van de Commissie.

In het geval van een afgifte per koeriersdienst geldt de verzendingsdatum op het borderel van de koeriersdienst als bewijs. In het geval van een persoonlijke afgifte of een afgifte door een gevolmachtigde van de gegadigde wordt de afgifte van de aanvraag vastgesteld aan de hand van een gedateerd ontvangstbewijs dat ondertekend wordt door de ambtenaar van de centrale postkamer van de Commissie aan wie de documenten werden afgegeven. De gegadigde mag een beroep doen op de bekwaamheid van andere entiteiten, ongeacht de bestaande juridische band tussen hem en die entiteiten. In dat geval moet hij de aanbestedende dienst bewijzen dat hij over de middelen zal beschikken die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdracht, bijvoorbeeld door de overlegging van een intentieverklaring van deze entiteiten dat ze die middelen ter beschikking zullen stellen.

De gegadigde:

— moet in zijn brief met de deelnemingsaanvraag de referentie „ADMIN/D1/PR/2009/113” vermelden;

— moet de documenten en inlichtingen bijvoegen die in III.2.1 en III.2.3 van onderhavige aankondiging worden gevraagd;

— moet een identificatiefiche overleggen, met vermelding van naam, rechtsvorm, nationaliteit, adres, telefoon- en faxnummers, contactpersoon en diens e-mailadres, btw-nummer (in voorkomend geval), wettelijk inschrijvingsnummer (in voorkomend geval) en exacte bankgegevens.

Juridische situatie — verlangde bewijsstukken: vermelding van het land waar de gegadigde of de hoofdzetel van de gegadigde is gevestigd, met overlegging van de krachtens de wetgeving van het land van vestiging vereiste bewijsstukken ter zake. De gegadigde (in geval van een combinatie, afzonderlijke documenten voor elk lid van de combinatie) moet bij zijn deelnemingsaanvraag een naar behoren gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord voegen waarin staat dat hij zich niet in een van de situaties voor uitsluiting van deelneming aan een opdracht bevindt die hieronder worden beschreven.

Worden van deelname aan een opdracht uitgesloten, de gegadigden:

- a) die in staat van faillissement, vereffening, surseance van betaling of akkoord verkeren, dan wel hun werkzaamheden hebben gestaakt of in een andere soortgelijke toestand verkeren ingevolge een soortgelijke procedure van de nationale wettelijke regeling of tegen wie een dergelijke procedure aanhangig is gemaakt;
- b) die bij een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde veroordeeld zijn geweest voor een delict dat hun beroepsmoraliteit in het gedrang brengt;
- c) die in de uitoefening van hun beroep een ernstige fout hebben begaan, vastgesteld op elke grond die de aanbestedende diensten aannemelijk kunnen maken;
- d) die niet aan hun verplichtingen hebben voldaan ten aanzien van de betaling van hun socialezekerheidsbijdragen of aan hun verplichtingen ten aanzien van de betaling van hun belastingen overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar ze zijn gevestigd of de bepalingen van het land van de aanbestedende dienst of nog de bepalingen van het land waar de opdracht moet worden uitgevoerd;
- e) die bij een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde veroordeeld zijn geweest voor fraude, corruptie, deelname aan een criminele organisatie of enige andere illegale activiteit die de financiële belangen van de Gemeenschappen schaadt;
- f) die na de gunningsprocedure van een andere opdracht of de toekenningsprocedure van door de communautaire begroting gefinancierde steun, in gebreke zijn gebleven bij de uitvoering wegens de niet-nakoming van hun contractuele verplichtingen.

Worden bovendien van de gunning van de opdracht uitgesloten, de gegadigden of inschrijvers die naar aanleiding van de gunningsprocedure van deze opdracht:

- zich in een situatie van belangenconflict bevinden,
- valse verklaringen hebben afgelegd in de door de aanbestedende dienst verlangde inlichtingen voor deelname aan de aanbesteding, of deze inlichtingen niet hebben verstrekt.

De gegadigden die worden uitgenodigd om in te schrijven moeten bij hun inschrijving een naar behoren ondertekende en gedagtekende verklaring op erewoord voegen waarin staat dat zij zich niet in een van de situaties bevinden die leiden tot uitsluiting van gunning van een opdracht.

De inschrijver aan wie de opdracht zal worden gegund, moet binnen de door de aanbestedende dienst vastgelegde termijn en vóór de ondertekening van het contract onderstaande bewijsstukken overleggen ter bevestiging van zijn verklaring op erewoord betreffende de situaties die leiden tot uitsluiting van deelname aan een aanbesteding:

- een recent uittreksel uit het strafregister of, bij ontbreken daarvan, een recent gelijkwaardig document, afgegeven door een bevoegde gerechtelijke of overheidsinstantie van het land waar de inschrijver is gevestigd, waaruit blijkt dat de inschrijver zich niet bevindt in een van de situaties voor uitsluiting van deelname aan een opdracht zoals beschreven in a, b en e,
- een recent getuigschrift afgegeven door de bevoegde instantie van het land waar de inschrijver is gevestigd, waaruit blijkt dat de inschrijver heeft voldaan aan zijn verplichtingen inzake de betaling van zijn socialezekerheidsbijdragen en aan zijn verplichtingen inzake de betaling van de belastingen volgens de wettelijke bepalingen van het land waar hij is gevestigd.

Indien geen zodanig document of getuigschrift door het betrokken land wordt afgegeven, kan dit worden vervangen door een verklaring onder ede of, bij ontbreken daarvan, door een plechtige verklaring die door de inschrijver is afgelegd ten overstaan van een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroepsorganisatie van het land van de inschrijver.

De inschrijvingen die door een consortium, een combinatie of een vereniging van bedrijven worden ingediend, moeten het volgende bevatten:

- a) een document over de samenstelling en de oprichting van de entiteit of de rechtsvorm van dit samenwerkingsverband indien de opdracht aan hen wordt gegund;

b) een brief die door elk lid van de combinatie is ondertekend en waarin de leden zich ertoe verbinden de werkzaamheden uit te voeren, met informatie over hun rol, kwalificaties en ervaring. Inschrijvers die dit document niet verstrekken, worden ambtshalve uitgesloten.

III.2.2) Economische en financiële draagkracht:

III.2.3) Vakbekwaamheid:

Inlichtingen en formaliteiten om na te gaan of aan de vereisten is voldaan:

- De gegadigde moet een eensluidend verklaarde kopie overleggen van zijn diploma in de geneeskunde en van zijn diploma van specialisme op het gebied van de aanbesteding.
- De gegadigde moet het bewijs overleggen van zijn inschrijving bij de orde van geneesheren (of equivalent, volgens de geldende nationale wetgeving) van het land waar hij zijn beroep uitoefent.
- De gegadigde moet aantonen dat hij minstens 5 jaar beroepservaring heeft op het gebied van pulmonale radiologie.
- De gegadigde moet zijn kennis van het Frans en het Engels aantonen met een verklaring op erewoord. Als na gunning van de opdracht blijkt dat valse verklaringen zijn afgelegd, wordt de opdracht geannuleerd.

III.2.4) Voorbehouden opdrachten:

Neen.

III.3) VOORWAARDEN BETREFFENDE EEN OPDRACHT VOOR DIENSTVERLENING

III.3.1) Het verrichten van de dienst is aan een bepaalde beroepsgroep voorbehouden:

Ja.

Inschrijving bij de orde van geneesheren, of equivalent, volgens de geldende nationale wetgeving, in het land waar de gegadigde zijn beroep uitoefent.

III.3.2) Rechtspersonen moeten de namen en beroepskwalificaties opgeven van het personeel dat met de uitvoering van de dienstverleningsopdracht wordt belast:

Ja.

AFDELING IV: PROCEDURE

IV.1) TYPE PROCEDURE

IV.1.1) Type procedure:

Niet-openbaar.

IV.1.2) Beperkingen op het aantal ondernemingen dat verzocht wordt in te schrijven of deel te nemen:

IV.1.3) Beperking van het aantal ondernemingen tijdens de onderhandeling of de dialoog:

IV.2) GUNNINGSCRITERIA

IV.2.1) Gunningscriteria:

Laagste prijs.

IV.2.2) Er wordt gebruik gemaakt van een elektronische veiling:

Neen.

IV.3) ADMINISTRATIEVE INLICHTINGEN

IV.3.1) Referentienummer van het dossier bij de aanbestedende dienst:

ADMIN/D.1/PR/2009/113.

IV.3.2) Eerdere aankondigingen betreffende dezelfde opdracht:

Neen.

IV.3.3) Voorwaarden voor de verkrijging van bestekken en aanvullende documenten of een beschrijvend document:

- IV.3.4) **Termijn voor ontvangst van inschrijvingen of deelnemingsaanvragen:**
10.12.2009 - 16:00.
- IV.3.5) **Datum van verzending van uitnodigingen tot inschrijving of deelneming aan geselecteerde gegadigden:**
- IV.3.6) **Taal of talen die mogen worden gebruikt bij inschrijvingen of verzoeken tot deelneming:**
Spaans. Deens. Duits. Grieks. Engels. Frans. Italiaans. Nederlands. Portugees. Fins. Zweeds. Tsjechisch. Ests. Hongaars. Litouws. Lets. Maltees. Pools. Slowaaks. Sloveens. Iers. Bulgaars. Roemeens.
- IV.3.7) **Minimumtermijn gedurende welke de inschrijver zijn inschrijving gestand moet doen:**
- IV.3.8) **Omstandigheden waarin de inschrijvingen worden geopend:**

AFDELING VI: AANVULLENDE INLICHTINGEN

- VI.1) **PERIODIEKE OPDRACHT:**
Neen.
- VI.2) **OPDRACHT HOUDT VERBAND MET EEN PROJECT EN/OF EEN PROGRAMMA DAT MET MIDDELEN VAN DE GEMEENSCHAP WORDT GEFINANCIERD:**
Neen.
- VI.3) **NADERE INLICHTINGEN:**
1) De aandacht van de gegadigden wordt gevestigd op het doel van deze aankondiging, namelijk de selectie van de gegadigden die het bestek zullen ontvangen en die zullen worden uitgenodigd een inschrijving in te dienen.
2) Opgelet: Voor de indiening van hun deelnemingsaanvraag moeten de gegadigden de in III.2 van onderhavige aankondiging vermelde voorwaarden strikt naleven, namelijk:
— hun aanvraag per brief verzenden uiterlijk vóór het verstrijken van de in IV.3.4 vermelde uiterste datum of termijn;
— alle in III.2.1 tot III.2.3 gevraagde documenten en inlichtingen bijvoegen.
Onvolledige aanvragen kunnen ambtshalve worden uitgesloten. De aanvragen die na het verstrijken van de uiterste datum of termijn vermeld in IV.3.4 worden verstuurd, zullen ambtshalve worden uitgesloten.
3) Belangstellenden wordt verzocht in dit stadium geen bijkomende informatie te vragen.
- VI.4) **BEROEPSPROCEDURES**
- VI.4.1) **Voor beroepsprocedures bevoegde instantie:**
Gerecht van eerste aanleg van de Europese Gemeenschappen, boulevard Konrad Adenauer, L-2925 Luxemburg. E-mail: ECJ.registry@curia.europa.eu. Tel. +352 4303-1. URL: <http://curia.europa.eu>. Fax +352 4303-2100.
Voor bemiddelingsprocedures bevoegde instantie:
Europese Ombudsman, 1 avenue du Président Robert Schuman, postbus 403, F-67001 Straatsburg. E-mail: eo@ombudsman.europa.eu. Tel. +33 388172313. URL: <http://www.ombudsman.europa.eu>. Fax +33 388179062.
- VI.4.2) **Instellen van beroep:**
Precieze aanduiding van de termijn(en) voor het instellen van een beroep: binnen 2 maanden na de kennisgeving aan de klager of, bij ontbreken daarvan, binnen 2 maanden na de dag waarop het hem bekend werd. De indiening van een klacht bij de Europese Ombudsman leidt niet tot een opschorting van die periode, noch tot de opening van een nieuwe termijn voor het instellen van een beroep.
- VI.4.3) **Dienst waar inlichtingen over de beroepsprocedures kunnen worden verkregen:**
- VI.5) **DATUM VAN VERZENDING VAN DEZE AANKONDIGING:**
27.10.2009.